

LA RECTRICE DE L'ACADÉMIE DE NICE

ARRÊTÉ COLLECTIF PORTANT INSCRIPTION AU TABLEAU D'AVANCEMENT

VU le code général de la fonction publique ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n° 70-738 du 12 août 1970 relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation ;

VU les lignes directrices de gestion relatives à la promotion et à la valorisation des parcours des personnels enseignants des premier et second degrés, des personnels d'éducation et des psychologues de l'Éducation nationale du 16 décembre 2024 ;

VU l'arrêté collectif en date du 4 juillet 2025 portant inscription au tableau d'avancement pour l'accès au grade de la classe exceptionnelle du corps des conseillers principaux d'éducation ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.242-1 du code des relations entre le public et l'administration : « L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision » ;

Considérant que l'arrêté collectif en date du 4 juillet 2025 susvisé relatif à l'avancement au grade de la classe exceptionnelle, n'a pas été établi en conformité avec les lignes directrices de gestion du 16 décembre 2024 susvisées, dès lors qu'à valeur professionnelle égale, les critères de départage applicables aux agents promouvables sont l'ancienneté dans le corps, l'ancienneté dans le grade, l'échelon et l'ancienneté dans l'échelon ;

Arrête :

Article 1er : L'arrêté collectif en date du 4 juillet 2025 susvisé est abrogé.

Article 2 : Les 11 conseillers principaux d'éducation hors classe dont les noms suivent sont inscrits sur le tableau d'avancement pour l'accès au grade de la classe exceptionnelle du corps des conseillers principaux d'éducation au titre de l'année 2025. Ils sont nommés conseillers principaux d'éducation classe exceptionnelle au 1er septembre 2025 :

NOM USUEL	NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	DISCIPLINE
BAGGIONI	BAGGIONI	ANNE	Education
ANDREANI	ANDREANI	JOELLE	Education
CAZAUX	AURENSAN	CORINNE	Education
BRIET	BRIET	ESTELLE	Education
PELLICANO	PELLICANO	JOSEPH	Education
FLORES	FLORES	ARNAUD	Education
MERDJA	MERDJA	GHANIA	Education
REYMOND	LUX	SEVERINE	Education
SALICETI	GARNIER	ALEXANDRA	Education
COUSYN	IGONET	KARIN	Education
REGNAULT	REGNAULT	NATHALIE	Education

Article 3 : Le classement de chacun des intéressés dans son nouveau grade fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché pendant une durée de deux mois à compter de la date de signature dans les locaux du Rectorat 53 avenue Cap de Croix, 06181 Nice (accueil) et sur l'Intranet académique (Intracom/Bulletin académique).

Article 5 : Le secrétaire général de l'académie de Nice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le 18/07/2025

La rectrice de l'académie de Nice

Natacha CHICOT
SIGNE

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux ou hiérarchique,
- soit un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente. Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Si vous avez d'abord exercé un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision, le délai pour former un recours contentieux est de 2 mois* :

- à compter de la notification de la décision explicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ;
- ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de 2 mois dont disposait l'administration, en cas de décision implicite de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Dans les cas très exceptionnels où une décision explicite de rejet intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite — c'est-à-dire dans un délai de 4 mois à compter de la notification de la présente décision — vous disposerez à nouveau d'un délai de 2 mois* à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

* 4 mois pour les agents demeurant à l'étranger.

NOTA :

- La part des femmes parmi les agents promouvables à la classe exceptionnelle des conseillers principaux d'éducation est de 73,96%, la part des hommes est de 26,04%.
- La part des femmes parmi les agents promus au le tableau d'avancement à la classe exceptionnelle des conseillers principaux d'éducation est de 81,82%, la part des hommes est de 18,18%.